

Puy-de-Dôme → Actualité

→ INDISCRÉTIONS

VIAMÉCA VA FUSIONNER. Le pôle de compétitivité Viaméca, qui œuvre sur Auvergne-Rhône-Alpes au développement de la filière mécanique, s'apprête à fusionner avec Mont-Blanc Industries, autre pôle basé en Haute-Savoie. Cette fusion entrerait dans le cadre du rapprochement de pôles prôné par l'État. Le projet détaillé de fusion doit être remis aux services concernés le 18 octobre, ainsi que l'a indiqué le président de Viaméca, Philippe Maurin-Perrier, lors de la présentation de Hall 32, vendredi, à Clermont-Ferrand. ■

DES MILLIERS DE LETTRES À MACRON. Emilie Bouvier, originaire de Brassac-Mines et maman d'une fillette atteinte du syndrome de Xia-Gibbs, veut faire entendre la voix des familles d'enfants handicapés. Elle a invité tous ceux qui le souhaitent à envoyer une lettre qu'elle avait écrite à l'Élysée, laquelle reprend point par point les promesses de campagne d'Emmanuel Macron (notre édition du 5 septembre) en matière de handicap. Des milliers de personnes auraient suivi son appel, selon la maman. L'Élysée lui a adressé une réponse. Mais celle-ci ne la satisfait pas. « Si, au 15 octobre, nous n'avons pas d'autre retour, nous allons refaire une action. » ■

LES TRAVAUX PUBLICS NE VEULENT PAS D'UNE FLAMBÉE DU GAZOLE. La suppression du taux réduit sur la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les projets énergétiques) sur le gazole non routier (par exemple pour les engins et camions de travaux publics), inscrite dans le projet de loi de finances pour 2019, représenterait « une augmentation d'impôts de près de 500 millions d'euros pour l'activité des travaux publics », ont calculé les professionnels du secteur. Concrètement, le coût d'un litre de gazole passerait de 1 € à 1,50 € pour les entreprises de travaux publics. « Certaines entreprises n'y survivront pas », alerte la fédération Auvergne Rhône-Alpes. Et son président Pierre Berger a envoyé une lettre aux

parlementaires de la région pour qu'ils se mobilisent afin de demander le maintien du taux réduit de la TICPE. ■

NI À VENDRE NI À PRENDRE. Présidente de la Mission locale de Clermont-Ferrand, Marion Canales n'a guère apprécié la note diffusée par les services de l'État et donnant « l'autorisation à Pôle emploi de négocier » au nom des Missions locales, avec les élus locaux, pour proposer une fusion entre la Mission locale et les agences de Pôle emploi. « L'intention est notamment de capter en direction de Pôle emploi les subventions versées à la Mission locale par les collectivités », analyse Marion Canales, soit 17.000 € du Département et 250.000 € de Clermont Métropole. Pour la présidente de la structure clermontoise, « les Missions locales ne sont ni à vendre ni à prendre ». ■

DES ÉLECTIONS CHEZ LES RÉPUBLICAINS. En présence de plus de 200 adhérents, sympathisants et de nombreux élus, les Républicains du Puy-de-Dôme ont tenu banquet, samedi, à Enval pour leur traditionnelle fête départementale de rentrée. L'occasion pour Brice Hortefeux, président de la fédération et Lionel Chauvin, secrétaire départemental, d'évoquer les prochaines élections internes qui se dérouleront samedi 13 octobre afin de renouveler les instances départementales des LR. ■

UN JOB DATING VOUS TEND LA PERCHE ! Vous rêvez de travailler dans l'univers de la montagne ou plutôt devenir skiman comme on dit dans les stations de ski ? Un job dating est organisé par CNPC Sport vendredi 5 octobre, à Polydome, à Clermont. À pourvoir : un emploi avec surtout une formation qui vous permettra de valider un certificat de qualification professionnelle de technicien vendeur, entretien, réparation, vente de matériels de glisse... ■

JÉRÔME AUSLENDER EN CHARGE DES MIGRATIONS. L'adjoint au maire de Clermont, Jérôme Auslender (Génération. s), chargé de l'enseignement supérieur et des relations internationales, vient d'intégrer, di-

De Fénelon à Paris



PROUVÉ. La salle de classe sera exposée place de la Concorde. DOCUMENT DOWNTOWN

La salle de classe de l'Institut Fénelon à Clermont, conçue par l'architecte visionnaire Jean Prouvé en 1958 et aujourd'hui propriété de la galerie parisienne Downtown, sera sous les feux des projecteurs prochainement. Elle sera exposée à Paris, place de la Concorde, du 15 octobre au 15 novembre, dans le cadre de la Foire internationale d'art contemporain (Fiac). ■

manche, le pôle idées de la direction nationale de Génération. s, le mouvement de Benoît Hamon, où il va être chargé de la question des migrants aux niveaux local, national et européen, « une question identitaire pour notre mouvement ». Objectif : « Réfléchir à des politiques publiques pour structurer l'accueil des migrants, et faire émerger des propositions qui pourront notamment être portées dans la campagne des élections européennes ». ■

LOMBARD ET PORTEJOIE, L'HISTOIRE CONTINUE. Le célèbre avocat Paul Lombard est au cœur d'un documentaire de 52 minutes qui sera diffusé lundi prochain, après le journal du soir, sur France 3. « Paul Lombard, la plaidoirie dans la peau » retrace le parcours hors norme de l'un des plus grands pénalistes français, né à Marseille en 1927 et décédé en janvier 2017. Le film re-

pose notamment sur le témoignage de Gilles-Jean Portejoie, qui fut son ami et son « élève ». L'avocat clermontois sera d'ailleurs présent dans la cité phocéenne, demain soir, pour l'avant-première. ■

DIPLOMATIE EUROPÉENNE. L'Assemblée nationale a ratifié un accord historique de dialogue et de coopération entre l'Union européenne et Cuba. A cette occasion, Valérie Thomas, députée de la 1^{re} circonscription du Puy-de-Dôme et membre de la Commission des affaires étrangères, a défendu, à la tribune de l'Hémicycle, les principes d'une diplomatie européenne forte. Pour elle, « cet accord est le fruit de l'ouverture du régime cubain et de la main tendue de l'Union européenne ». Valérie Thomas a saisi l'occasion de cette discussion pour prôner « une diplomatie européenne forte qui puisse s'exprimer, notamment, en Amérique latine et en Afrique ». ■

AUZAT L'Auvergnat ARRIVE À PARIS. Le film *Auzat l'Auvergnat*, qui raconte l'histoire d'un petit village du Haut-Allier dans la Haute-Loire, a été recommandé « art et essai » par l'Association française des cinémas d'art et essai (AFCAE). Après un parcours dans les salles de cinéma de province, ce documentaire signé Arnaud Fournier-Montgix et vu par déjà 5.000 spectateurs arrive à Paris : il sera projeté dès aujourd'hui, mercredi 3 octobre, au studio Galande, dans le V^e arrondissement. ■

UN PRIX POUR UN RESTO VÉGÉTARIEN. Le 5^e prix national « Des cafés pour nos régions » organisé par Heineken et France Boissons compte parmi ses cinq lauréats un établissement clermontois ! Le (très bon) restaurant végétarien L'Atelier Generous, créé par Karima Biron rue Saint-Vincent-de-Paul, a séduit le jury. Celui-ci a pris en compte des critères comme la viabilité économique, le caractère innovant du projet ou sa contribution au dynamisme du lien social au sein du territoire. Une somme de 10.000 € récompensera l'établissement lors d'une remise de prix le 15 novembre à Paris. ■

SOCIÉTÉ ■ L'association anti-spéciste Earth Resistance a monté un camp à proximité de Clermont-Ferrand

Pourquoi veulent-ils bloquer le Sommet de l'élevage ?

L'association anti-spéciste (*) Earth Resistance veut perturber au maximum la tenue du 27^e Sommet de l'élevage qui débute, ce mercredi, à la Grande Halle d'Auvergne.

Tentes, toilettes sèches, douches solaires, garde-manger... À quelques kilomètres de Clermont-Ferrand, ils sont une soixantaine à avoir établi un camp. Le « camp de la transition » où se tiennent quotidiennement conférences et ateliers depuis dimanche 30 septembre.

Un camp, aussi, pour mener un combat « afin que cesse l'exploitation animale » avec le 27^e Sommet de l'élevage dans le viseur. C'est ici qu'Émilie Pujol, jeune femme de 27 ans et présidente d'Earth Resistance, a accepté de donner un éclairage sur les motivations de ces militants anti-spécistes et écologistes.

■ **Quelles sont les raisons qui vous poussent à être ici aujourd'hui ?** « En 2018, on n'a plus besoin de l'élevage, qui exploite les ressources terrestres et qui est responsable du changement climatique, pour survivre. Nous voulons une transition du modèle agricole actuel vers un modèle de demain qui soit juste, local et basé sur la culture du végétal. Il faut un changement systémique pour abolir l'exploitation animale. »

■ **Le Salon de l'élevage est donc votre cible privilégiée.** « L'idée est de bloquer la tenue du Sommet de l'élevage de manière non-violente. On se focalise sur cet événement car il vise à valoriser le modèle agricole actuel tourné vers l'agro-industrie. On comprend que les éleveurs ne peuvent pas juste arrêter comme ça. Il faut inventer des solutions vers une



CAMP. Emilie Pujol, présidente d'Earth Resistance, dans le camp monté à proximité de Clermont. PHOTO THIERRY LINDAUER

transition en gardant le lien entre l'homme et l'animal sans l'exploiter. »

■ **Les actions que vous allez mettre en place sont illéga-**

les. Pourquoi ne pas simplement manifester ? « Pour nous, la désobéissance civile est le meilleur moyen d'éveiller les consciences. Manifester ne sert plus à

grand-chose. Il n'y a jamais eu de changement d'envergure sur une mobilisation légale. Au contraire, la loi est faite pour maintenir le système en place. Parfois, il y a des principes éthiques et moraux qui sont supérieurs à la loi, ils ne sont pas légaux mais légitimes. Quand on voit qu'aucun amendement qui visait à améliorer le bien-être animal dans la loi Alimentation n'a été pris en compte, on est obligé d'être dans l'illégalité. Il faut créer un rapport de force car la sensibilisation de rue ne suffit plus. »

■ **À terme, votre objectif est donc de forcer les gens à ne plus manger de viande ?** « On nous reproche souvent de vouloir imposer notre vision mais ce sont les humains qui imposent aux animaux d'être exploités et mangés. Il faut arrêter de leur imposer ces

conditions de vie et la mort. »

■ **Vous savez que vous allez vers un affrontement avec les agriculteurs. Avant l'ouverture du sommet, quel est votre état d'esprit ?** « On a un peu d'appréhension par rapport aux violences et aux répressions judiciaires mais nous sommes déterminés car il faut bien comprendre que nos actions ne sont pas dirigées contre les éleveurs mais contre le système global. Beaucoup d'activistes ont peur pour leur vie mais ils le font quand même car pour nous, c'est d'une importance vitale aussi bien pour les animaux que pour les humains, que pour la planète. » ■

(*) Qui considère que l'espèce à laquelle appartient un animal n'est pas un critère pertinent pour décider de la manière dont on doit le traiter.

Rémi Pironin

➔ **Web.** Retrouvez notre vidéo sur le site : www.lamontagne.fr